

Démocratie génétiquement modifiée ? Non, merci !



Avec le moratoire sur les OGM, l'opinion publique européenne se sentait suffisamment protégée face aux OGM. Et elle s'est endormie. A tort !

Cela fait 15 ans que, par tous les moyens, dans l'opacité des coulisses bruxelloises et des bureaux ministériels nationaux, les multinationales – aidées par des responsables politiques et syndicats à leur botte - font pression et sapent gravement les fondements même de nos institutions démocratiques. Les multinationales des biotechnologies et de la chimie - et leurs alliés politiques et syndicaux favorables au complexe agro-industriel et financier – refusent de reconnaître le droit souverain des peuples à décider de ce qu'ils veulent avoir dans leurs assiettes et dans leurs champs.

Depuis quelques mois, les firmes de biotechnologies ont lancé une offensive générale. Elles préparent dans l'ombre des coups qui pourraient être fatals à la protection des citoyens et de l'environnement, face aux OGM.

En interne, la Commission a proposé que les états-membres décident individuellement des autorisations des OGM. Nos gouvernements ont accepté ce marché de dupes. Le but unique de cette décision est de contourner le refus des citoyens européens en leur faisant miroiter plus de « démocratie »... Alors que pour des domaines ridicules, les décisions s'appliquent aux 28 pays membres, un domaine aussi important que la culture des OGM pourrait se décider... nationalement. En fait c'est le pouvoir des multinationales des OGM et de la chimie qui est renforcé. Quelle hypocrisie !

A l'extérieur, la Commission négocie des traités commerciaux : le CETA avec le Canada et le TAFTA avec les Etats-Unis, tous deux grands producteurs d'OGM. Pour le gouvernement des Etats-Unis qui soutient de façon inconditionnelle les exigences des grands lobbies agricoles états-uniens, l'étiquetage doit être supprimé, car il est « *discriminatoire* » envers les OGM. Comme l'affirme l'Association Nationale du soja : « *Il n'y a aucune raison sanitaire, nutritionnelle ou de sécurité alimentaire pour que des produits alimentaires contenant des ingrédients biotechnologiques soient étiquetés, et l'introduction d'ingrédients biotechnologiques ne devrait aucunement être stigmatisée par un étiquetage* ».

Etiquetage, traçabilité, principe de précaution, tout est remis en question !

De plus, ces traités prévoient la mise en place d'un organisme qui contrôlera toute nouvelle réglementation et toute nouvelle norme européenne et nationale ! Si nous laissons passer ces traités, il sera quasiment impossible d'obtenir par exemple l'étiquetage des produits carnés et laitiers obtenus à partir d'animaux élevés avec des OGM.

Les Amis de la Terre refusent que la Commission et les gouvernements nationaux bradent notre santé, l'environnement et 15 ans de lutte citoyenne, alors que les biotechnologies agricoles sont un échec agronomique, écologique, sanitaire et social retentissant. Notre santé et l'environnement passent avant ces traités commerciaux et les intérêts des multinationales

Toutes les avancées - même incomplètes - que nous avons aujourd'hui, ont été obtenues de haute lutte par les citoyens. Rien ne nous a été donné : ces concessions, nous les avons arrachées aux lobbies. Alors aujourd'hui, l'heure est grave.

Nous sommes à la croisée des chemins : soit nous abdiquons tout pouvoir aux multinationales, soit, nous citoyens, entamons la reconquête de nos droits.

**Mobilisons-nous à nouveau, pour un avenir sans OGM !
et Soutenons largement les deux campagnes
du Rassemblement citoyen « Consommateurs pas cobayes ! »
dont la nouvelle « OGM TRANSPARENCE »**



**Christian Berdot
Référent OGM
Les Amis de la Terre France
www.amisdelaterre.org**

Pour en savoir plus :

[http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/ogm tafta ceta version legere .pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/ogm_tafta_ceta_version_legere_.pdf)

<https://www.collectifstoptafta.org>